



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

### ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
N°IC 2005/1845  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'ARGUENON ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 juin 1982, modifié le 8 novembre 2000, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. du GRENIER » (reprise le 3 février 2006 par « S.C.E.A. ROUXEL), l'autorisant à exploiter en YFFINIAC au lieu-dit « Le Grenier » un élevage porcin de 707 pl. d'animaux équivalents (*soit 16 pl. maternité, 56 pl. gestantes-verraterie, 336 pl. post-sevrage, 420 pl. engraissement, 4 pl. quarantaine-infirmerie*) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 avril 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « G.A.E.C. du CHIEN DE VILLE », l'autorisant à exploiter en PLELO au lieu-dit « Le Chien de Ville » un élevage porcin de 1044 pl. d'animaux équivalents (*soit 24 pl. maternité, 84 pl. gestantes-verraterie, 360 pl. post-sevrage, 640 pl. engraissement, 8 pl. quarantaine-infirmerie*) – ce cheptel étant repris par 2 installations classées (« S.C.E.A. ROUXEL » et « E.A.R.L. du LORRAIN » en PLENEE JUGON, dont la demande est actuellement en instruction) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 novembre 1988, modifié le 8 février 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **S.C.E.A. ROUXEL Jean-Claude** », l'autorisant à exploiter en PENGUILY au lieu-dit « Les Clôtures » un élevage porcin de 3553 pl. d'animaux équivalents (*soit 92 pl. maternité, 355 pl. gestantes-verraterie, 1080 pl. post-sevrage, 1950 pl. engraissement, 46 pl. quarantaine-infirmerie*), avec unité de traitement ;

- VU la demande présentée le 2 février 2006 (modifiée les 6 avril 2006 et 5 novembre 2007) par l'installation classée « **S.C.E.A. ROUXEL Jean-Claude** », sise « 15 rue de la Croix des Portes » en PENGUILY, en vue de la reprise de deux exploitations (*en YFFINIAC au lieu-dit « Le Grenier », la totalité d'un élevage porcin autorisé pour 703 pl. animaux-équivalents au nom du « G.A.E.C. LE GRENIER », et en PLELO au lieu-dit « La Ville es Chien » 660 pl. reprises d'un élevage porcin autorisé pour 1044 pl. animaux-équivalents au nom du « G.A.E.C. du CHIEN DE VILLE »*) et leur transfert en PENGUILY au lieu-dit « Les Clôtures » (Section ZI N° 6-7-59-110), en extension de l'élevage porcin, initialement autorisé pour 3553 pl. animaux-équivalents, pour un total après réaménagement de 4945 pl. animaux-équivalents (*soit 98 pl. maternité, 355 pl. gestantes-verraterie, 1800 pl. post-sevrage, 3180 pl. engraissement, 46 pl. quarantaine-infirmerie*), avec extension de l'unité de fabrication d'engrais et supports de cultures (rubrique n° 2170) et modification du procédé de traitement ainsi que la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de LANDEHEN (12 septembre 2006) - LA MALHOURE (26 octobre 2006) - PENGUILY (23 novembre 2006) - SAINT GLEN (28 novembre 2006) - TREDANIEL (14 septembre 2006) ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 décembre 2007 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 décembre 2007 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'ARGUENON ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de MONCONTOUR, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 60 ha ;
- CONSIDERANT qu'une partie du plan d'épandage se situe dans le projet de périmètre de protection du « Moulin Corbel », encore à l'étude ;
- CONSIDERANT qu'il s'agit de la reprise avec transfert de 2 élevages porcins, autorisés en YFFINIAC (*hors bassin versant*) et en PLELO (*bassin versant de l'IC*), avec restructurations externes autorisées au titre des structures ;
- CONSIDERANT que le prélèvement sera de 10 %, soit 1262 UN (581 UN pour le canton de LANGUEUX et 681 UN pour le canton de CHATELAUDREN) versées dans la réserve intercantonale ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produit 35695 UN et 18197 UP205 ; après traitement, il restera 13207 UN et 18197 UP205, gérées de la façon suivante : 8210 UN et 14558 UP205 seront reprises par « AGRONOR » ; 4997 UN et 3639 UP205 seront mises à disposition de 3 prêteurs ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 18 janvier 2006 avec « AGRONOR » - effectif concerné : -  
tonnage concerné : 514 T de compost ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique et minéral sont, respectivement, de 70,9  
UP205/ha, de 94,8 UP205/ha et 72,6 UP205/ha (préteurs) ;

CONSIDERANT que la totalité des déjections est traitée par une station de traitement de type  
biologique (VALETEC), permettant un abattement de 80 % du phosphore ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphase avec adjonction de phytases pour  
l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « S.C.E.A. ROUXEL Jean-Claude »,  
sise au lieu-dit « Les Clôtures » en PENGUILY, à installer et exploiter à la même adresse (section  
ZI N° 6-7-59-110) en PENGUILY, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

**A.** - un *élevage porcin* d'une capacité maximale de 4945 pl. animaux équivalents, répartis comme  
suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
98 pl. maternité	soit 294 PAE
355 pl. gestantes-verraterie	soit 1065 PAE
1800 pl. post-sevrage	soit 360 PAE
3180 pl. engraissement	soit 3180 PAE
46 pl. quarantaine infirmerie	soit 46 PAE
<i>Total : 5479 animaux</i>	<i>Total : 4945 pl. animaux-équivalents</i>

**B.** - une unité de traitement des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (*produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »*) ;
- b) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- c) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (*produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré »*) ;
- d) une fosse de stockage des boues biologiques ;
- e) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, soit 8938 m3 de  
lisier (35695 kg d'azote) produits annuellement.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (*comprenant  
élevage et unité de traitement*) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature,  
le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7  
février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans  
les articles ci-après

**C.** - Il est également donné acte au pétitionnaire de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il  
va exploiter à cette adresse une *fabrique d'engrais et de supports de culture* à partir de matière  
organique dont la capacité maximale de production est de 447 tonnes par an (*compost de résidus  
organiques de lisier de porcs*).

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et support de culture, installation classée pour la  
protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170 de la nomenclature,  
le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral ainsi que les  
prescriptions particulières définies ci-après.

### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

#### 2.1 : EFFECTIFS



2.1.1- L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 445 reproducteurs (truies verrats cochettes), 3180 porcs charcutiers et 1800 porcelets sevrés de moins de 30 kg

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 395 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*).

2.1.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Dans le cas d'engraissement à façon, le pétitionnaire devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

## 2.2 - ALIMENTATION BIPHASE ET UTILISATION DE PHYTASES :

2.2.1 - L'alimentation biphase déjà mise en place dans les bâtiments existants devra être poursuivie . Elle devra être utilisée dès la mise en service des constructions neuves . L'utilisation de phytases devra être effective dès la remise de cet arrêté pour les animaux existants et dès la mise en service des constructions neuves pour les animaux transférés.

2.2.2 - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures, ....*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3 - En cas de non respect des normes "biphase CORPEN" et / ou de non utilisation de phytases le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote et de phosphore organiques produits.

## ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

e) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

f) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

## 3.5. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :

Lisier brut	Flux annuel	Flux journalier moyen
volume	8938 m3	24,4 m3
N global	35695 kg	97 kg
M.S.	419 598 kg	1149 kg

### 3.6. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
volume	447 Tonnes	1,22 m3
N global	8210 kg	22,4 kg
M.S.	230779 kg	632 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
volume	1073 m3	2,9 m3
N global	3569 kg	9,7 kg
M.S.	58744 kg	161 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
volume	6078 m3	16,6 m3
N global	1428 kg	3,9 kg
M.S.	41960 kg	115 kg

### 3.7. – AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (*consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ....*).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (*période de « mise en charge »*), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

### 3.8. – AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage ;
- e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

### 3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

### 3.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (*vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....*),
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (*correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...*).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

## ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront réceptionnés dans une fosse d'un volume de 400 m<sup>3</sup>.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 400 m<sup>2</sup>

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 700 m<sup>3</sup>.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 3935 m<sup>3</sup>.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 920 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.7. - Les épandages de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces -produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

#### ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement déjà construite et mise en service devra être maintenue en fonctionnement .

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

#### ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE (2170)

##### 6.1. AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

###### 6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (*compost de lisier de porcs*) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- a) une aire couverte de compostage actif (62m<sup>2</sup>),
- b) une aire de maturation et de stockage du compost de 400 m<sup>2</sup> et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- c) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Les résidus organiques seront compostés conformément à la méthode décrite dans l'étude d'impact, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

###### 6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, soit 447 tonnes de résidus organiques (8210 kg d'azote) produits annuellement.

###### 6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'agrandissement de l'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) l'aire de compostage sera couverte,
- b) un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- c) le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

##### 6.2. - CONFORMITE DES PRODUITS :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (*compost de lisier de porcs*) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (*Norme NFU 44051 - Compost végétal*).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

##### 6.3 - DESTINATION DES PRODUITS :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

#### 6.4. - TRAÇABILITE DES PRODUITS :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site ;
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) Nature ;
- d) Nom du transporteur ;
- e) Quantité en tonnes et en m<sup>3</sup>.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) Les informations définies ci-dessus ;
- b) Les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (« AGRONOR »), certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

#### 6.5. - DELAIS DE MISE EN SERVICE - DYSFONCTIONNEMENT

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus seront réalisés simultanément à la construction des bâtiments neufs et au rapatriement des animaux prévus dans l'étude d'impact .

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

#### ARTICLE 7 - SECURITE

7.1. - Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (*c'est-à-dire moyennement inflammables*).

7.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

7.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

7.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

7.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m<sup>2</sup> au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

7.6. - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler les bâtiments des habitations voisines sera mis en place aux abords du bâtiment d'élevage . Les plantations interviendront au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral. Un merlon de terre suffisamment dimensionné sera réalisé afin d'éviter tout écoulement accidentel vers le milieu.



#### ARTICLE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUIITS ET FORAGES EXISTANTS

Le forages existants sur la parcelle ZL n° 110 ne répondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ou ces ouvrage(s) sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- a) un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- b) la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- c) les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- d) le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (*passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...*) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solution de produits phytosanitaires).

L'interconnexion avec le réseau d'eau public est interdite.

#### ARTICLE 9 - RESORPTION

- Biphase : 6871 uN
- Éliminé traitement : 22488 uN
- Transfert : 8210 uN
- Prél. restr. ext. : 1262 uN
- Azote non utilisé : 846 uN.

#### ARTICLE 10 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

#### ARTICLE 11 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 12 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PENGUILY pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte des mairies de PENGUILY, PLELO et YFFINIAC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 13 -

Les décisions préfectorales susvisées du 28 novembre 1988, du 7 juin 1982, 8 novembre 2000 et du 8 février 2001 susvisées sont abrogées et remplacées par le présent arrêté.

ARTICLE 14 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 15 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PENGUILY, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de LANDEHEN - LA MALHOURE - SAINT GLEN - TREDANIEL - LE GOURAY - PLENEE JUGON - TREBRY - PLELO - YFFINIAC.

SAINT-BRIEUC, le

25 FEV. 2000

LE PREFET,

Pour le PREFET,  
Le Secrétaire Général,

Jacques MICHELOT